

# Les lieux communs de l'immigration

## De la bonne conscience de « gauche » aux nouveaux phénomènes d'immigration

« Yes, you are our brothers and we will do our duty by you.  
But we wish you had not come. »<sup>1</sup>

### Sommaire

Introduction	6 – « L'immigré (et sa descendance) est une victime dans le pays d'accueil »
Contradictions logiques	7 – « L'immigration est source d'un enrichissement culturel mutuel »
1 – « La défense de l'immigration est un marqueur de la gauche »	8 – « L'immigration est un facteur d'émancipation »
2 – « La France a toujours été un pays d'immigration »	9 – « L'immigration est bénéfique pour le pays de départ »
3 – « L'immigration construit et enrichit économiquement le pays d'accueil »	10 – « L'immigration n'a pas été, n'est pas et ne sera jamais source de problèmes »
4 – « L'immigration est une conséquence des colonisations occidentales »	Éléments d'idéologie immigrationniste
5 – « L'immigré a été forcé d'immigrer »	Quelques pistes

\*\*\*

Le discours de la « Gauche » sur l'immigration se présente comme une évidence absolue depuis quarante ans. Presque deux générations ont grandi dans cet allant-de-soi, formant leur vision du monde, structurant les identités politiques, les découpages idéologiques et orientant les trajectoires militantes. Cette doctrine *pro-immigration* s'est cristallisée dans les années 80 et fournissait une consistance commode à un « socialisme » totalement exsangue qui trouvait facilement dans le Front National un repoussoir efficace et une providentielle consistance. Il s'est ainsi constitué une véritable idéologie, *l'immigrationnisme*, et la question s'est forclosée. Dans la grande tradition du pseudo-« antifascisme » fondé juste avant le pacte germano-soviétique, celui qui s'interroge sur le bien-fondé des positions « officielles » devient très rapidement un dissident, un suspect s'il persévère, un ennemi déclaré s'il assume ses doutes.

Cet univers molletonné s'ébrèche, se fissure, se délabre ou s'effondre aujourd'hui, selon ses degrés d'affinité avec une notion qu'on aurait voulu congédier à jamais : la *réalité*. La *réalité* ?! – nous rétorque-t-on – vous ne savez donc pas, vous, que c'est une construction sociale ? Qu'elle dépend de la position de l'énonciateur (position sociale, culturelle, politique), et bien autant de ses visées, désirs et actes que de ses *a priori* idéologiques ? Et que c'est notamment cela, la *praxis* dont vous vous réclamez ? Certes. Et, très précisément, il s'agirait dans ce texte de questionner, *enfin*, l'idéologie *pro-immigration* de la « gauche », qui empêche, obstrue, encombre toute réflexion sur la question, interdit de comprendre, d'admettre, de discerner, de percevoir – donc de *voir* ce que nous avons sous les yeux. Et d'abord la multiplicité des faits d'immigration contemporains et leurs multiples transformations dans l'histoire proche ou ancienne, qui constituent le point de départ de ce texte, interdisant *a priori* tout clivage binaire « pro » ou « anti ». Tout le monde sait qu'il n'y a qu'une catégorie administrative de commun entre un chirurgien algérien souhaitant pratiquer « à l'international », un athée palestinien fuyant les persécutions, un Turc venu poursuivre ses études, un Malien mandaté par son village, un Anglais passant sa retraite outre-manche, un Ivoirien cherchant le paradis occidental, une cousine tunisienne rejoignant sa future belle-famille, un islamiste s'infiltrant chez les *kouffars*, un Portugais ou un Albanais venant tenter sa chance...

1 « Bien sûr, vous êtes nos frères, et nous remplissons notre devoir envers vous. Mais nous aurions préféré que vous ne veniez pas. » Mots prononcés en 1891 par Ben Tillett, secrétaire du syndicat des dockers, devant un groupe d'immigrés juifs qui venaient de débarquer à Londres. Près de 50.000 réfugiés juifs sont arrivés en Angleterre entre 1890 et 1900, alors que le taux de chômage atteignait 10 % en 1893... Citation tirée de Joanna Rollo, *History of Immigration*, in *International Socialism* (1st series), No.96, March 1977, pp.17-21.

Loin de toute cette complexité, le discours pro-immigration, omniprésent et de plus en plus insistant, se soutient, en définitive, de quelques assertions qui passent pour des *lieux communs*, des axiomes fondamentaux qui aimentent tous les raisonnements, les études, les argumentaires. Ce sont eux qu'il faut examiner et c'est à ce travail que ce texte invite, en concluant sur quelques remarques positives qui prétendent permettre d'aborder, à nouveau, *rationnellement* la question – car c'en est une, et grande ouverte – des mouvements de population qu'il est toujours convenu de nommer *immigration* alors que leur nature change sous nos yeux.

### Contradictions logiques

Mais, avant même de s'atteler au *contenu* de ces énoncés passés dans l'air du temps, surgissent d'abord des problèmes de logique quant à leur *compatibilité* entre eux. Limitons-nous à quelques exemples.

- Prenons la description, en creux, de l'immigré en « victime » (du colonialisme, du patronat, du « racisme », etc.), relégué au bas de l'échelle sociale sans beaucoup d'espoir d'ascension ni d'épanouissement personnel. Comment conjuguer un tel postulat avec le refus obstiné et si commun de considérer les populations immigrées, prises globalement, comme destinataires importantes des aides sociales, ou versant particulièrement dans la délinquance voire la criminalité, ou encore sujettes au ressentiment, à la haine ou aux troubles mentaux ? La contradiction saute aux yeux. (On peut l'interpréter comme une illustration idoine d'une *double pensée* identifiée par Orwell<sup>2</sup> mais elle débouche en réalité sur l'idée d'une *nature fondamentalement bonne* de tout immigré, sur laquelle nous reviendrons.)

- De même, affirmer que l'immigré a été déraciné par les menées économiques des puissances étrangères ou a été recruté sur place par de grandes entreprises sans scrupules ou même, sentiment répandu, qu'il a été quasiment *déporté*, questionne sur la défense de l'immigration comme une position spécifiquement « de gauche ». Soit l'immigration est un élément de l'exploitation « capitaliste » qu'il faut combattre, soit elle est partie prenante d'un projet d'émancipation sociale et politique qu'il faut faire valoir – soit les choses sont bien plus complexes et ces deux propositions sont aussi fausses l'une que l'autre.

- De façon identique, le postulat d'une immigration enrichissante à tous points de vue pour le pays d'accueil, l'étranger apportant tout à la fois ou au choix, main-d'œuvre indispensable, culture raffinée et salubre progéniture, est contradictoire avec le raisonnement qui voudrait que l'exil soit une conséquence directe, logique, inévitable et délétère d'un (néo)colonialisme passé et présent, criminel voire génocidaire : à cette aune, on verrait mal quoi rapprocher aux puissances occidentales...

- Un exemple, encore : la légende qui voudrait que la France ait été, de tous temps, un pays d'immigration, presque intégralement construit, générations après générations, par ces exilés est difficilement compatible avec le discours ressassé et culpabilisant d'un peuple français renfermé sur lui-même, « ranci », « moisi » fondamentalement xénophobe, voire *ontologiquement* – génétiquement ? – raciste. Les deux phénomènes sont incompatibles. À moins que nous ne soyons tous, pour reprendre le slogan, « *des enfants d'immigrés* », eux-mêmes refusant les nouveaux arrivants, qui eux-mêmes, plus tard, etc. Le tout malgré les bienfaits innombrables mais invisibles de ce flux incessant et travailleur...

- Dernière contradiction, plus spectaculaire : tout le monde semble d'accord pour n'accorder aucun crédit à la « théorie du Grand Remplacement » et la ranger en clignant de l'œil dans le rayon des lubies paranoïaques, du complotisme délirant et de l'hallucination fascistoïde et, *en même temps*, se féliciter qu'un quart de la population française soit aujourd'hui constitué d'immigrés et de descendants d'immigrés, que cette proportion est en train de passer à un tiers, que le seuil de 50 % sera atteint d'ici quelques décennies et que ce phénomène se retrouve dans les grands pays occidentaux – et accessoirement que cela se fait *en catimini* des oligarchies. Soit celui qui craint l'orage est un fou puisque le soleil brille, soit la pluie qui tombe devant nous est salvatrice, mais pas les deux.

On pourrait multiplier ces paralogismes. Notons qu'on ne s'en extirpe que par des contorsions plus ou moins conscientes, sous-tendues par des postulats quasi métaphysiques dessinant un monde étrange, mouvant, compliqué, où, en définitive, les repères changent en permanence et les règles élémentaires de la pensée et du langage sont mises en déroute. Plus simplement : il est interdit de penser – *crimpensée*. Se dégage tout de même cette impression trouble que *certain*s appartiennent à une catégorie à part, qu'il vaut mieux ne pas trop questionner (« *Touche pas à mon pote !* »), tandis que *les autres* obéissent à des mécanismes archi-connus menant invariablement à l'inégalité, la discrimination, la xénophobie, le racisme, la haine, le génocide, bref : *Le Mal* – qu'ils incarneraient ontologiquement.

2 Comme le fait J.-C. Michéa dans *Le complexe d'Orphée* (Climats, 2011), scolie « ...le moindre écart (fût-il de langage)... », p. 204 sqq.

Ces assertions, ces lieux communs, méritent donc d'être analysés chacun indépendamment des autres. Dix ont été ici dégagés, qui nous semblent condenser la globalité du paradigme immigrationniste de « Gauche », et chacun fait l'objet d'une courte discussion. Il s'agit de prendre au sérieux l'argumentaire pro-immigration diffus sous-jacent à toutes les positions politiquement correctes.

Dans cet esprit, deux références principales ont été utilisées, qui constituent les « bibles » des pro-immigration : le livre de Gérard Noiriel, *Le creuset français, Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, de 1988<sup>3</sup> et celui d'Abdelmalek Sayad, *La double absence, Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, de 1999<sup>4</sup>. Ils sont très fortement empreints d'idéologie ; le premier tente de forger un « modèle français » intemporel d'assimilation qui lui permet de rassurer son lecteur sur l'immigration actuelle et future ; le second semble simplement ne pas avoir été prévenu de l'indépendance algérienne<sup>5</sup>. Mais leur respect pour leur matériel (archives historiques pour l'un, entretiens sociologiques pour l'autre), et sans doute leur confiance aveugle dans le bien-fondé de la cause défendue, leur fait mettre involontairement en évidence des faits totalement contraires à leur propos, ce qui ne semble jamais avoir été relevé.

Nous abordons donc ces lieux communs dans un ordre qui devrait faire progressivement ressortir la nature profondément biaisée des arguments pro-immigration : D'abord l'affirmation selon laquelle la cause immigrationniste est intrinsèquement « de Gauche » (1) ; puis que la France (ou l'Europe) a toujours été un pays d'immigration (2) ; que celle-ci est totalement bénéfique au pays d'accueil (3), et est une conséquence des menées coloniales (4) ; que, logiquement, l'immigré n'a pas choisi son destin (5) et est donc une victime (6) ; que l'immigration signifie l'enrichissement mutuel (7) autant qu'elle est source d'émancipation (8) ; qu'elle est bénéfique pour le pays de départ (9) et enfin qu'elle ne saurait, *de toute façon*, être source de quelconques problèmes passés, présents ou à venir (10).

\*\*\*

## 1 – « La défense de l'immigration est un marqueur de la gauche »

Ainsi l'idée s'est imposée, au fil des décennies, que la défense de l'immigration constituait le critère absolu, et en fait *le seul véritablement*, de l'appartenance authentique à la famille de la « Gauche ». C'est le roc inaltérable de l'engagement prétendument humaniste permettant de distinguer à coup sûr le bon grain de l'ivraie.

Cette situation est d'autant plus surprenante que la posture pro-immigration est également celle de personnalités ayant bien peu à voir avec l'histoire, les réalisations ou le projet politique de la gauche historique. C'est par exemple le conseiller inamovible de toute l'oligarchie française Jacques Attali, dont le parti pris immigrationniste n'a jamais été démenti, au diapason de la politique réelle de tous les gouvernements français ou européens depuis un demi-siècle. C'est également le cas de l'ex-présidente du *Medef*, Laurence Parisot, cosignataire d'un livre parmi les plus argumentés contre Marine Le Pen<sup>6</sup>. La situation est similaire concernant tous les grands médias<sup>7</sup>, d'ailleurs aux mains de grands groupes industriels, qui encouragent la « diversité » malgré de timides réserves émises périodiquement. Il en va de même d'un George Soros, milliardaire et grand financier spéculant sur la faillite des États, ou de toutes les instances internationales, Union européenne, ONU ou FMI, exigeant régulièrement que des centaines de millions d'habitants d'Afrique ou d'Asie s'arrachent à leurs terres pour venir alimenter la mégamachine occidentale. De même une grande partie du Vatican et surtout son dernier Pape en exercice, véritable militant de l'ingénierie migratoire intercontinentale. *Idem* concernant de multiples dictateurs para-européens comme Abdelaziz Bouteflika ou Recep Tayyip Erdogan, ou encore des milieux de l'extrême droite musulmane visant la soumission mondiale à *Allah*... Bref, le parti pris pro-immigration est celui de l'écrasante majorité des dominants, ou aspirants dominants, à travers la planète ; il n'est donc *en rien* une prérogative de la « Gauche » telle qu'on l'entend habituellement.

Un rapide regard historique montre même que la position de cette dernière a été exactement à l'opposé durant les derniers siècles. Sans remonter au-delà du XIX<sup>e</sup>, ni aborder la genèse de la Nation contre les familles royales

3 Réédité au Seuil en 2006. C'est cette dernière édition qui a été utilisée.

4 Seuil.

5 En cohérence pleine et entière avec ceux qui l'ont érigé en auteur de référence, la mouvance auto-désignée par antiphrase, mais sans doute par nostalgie coloniale, « *indigéniste* »...

6 Avec Rose Lapresle, *Un piège bleu Marine*, Calmann-Lévy, 2011.

7 Jusqu'au rapport du CSA de décembre 2017 qui se félicite que les « minorités non blanches » soient surreprésentées à la télévision française (19 %), encourageant tous les médias à continuer de *faire mieux*...

européennes, on constate que les mouvements ouvriers internationalistes se sont beaucoup construits *contre l'immigration*, perçue comme une stratégie patronale visant à baisser le coût du travail lors de la période d'expansion du capitalisme industriel<sup>8</sup>. Les opérations coup-de-poing n'étaient pas rares lorsque les immigrés refusaient de fraterniser lors d'une grève qu'ils étaient appelés à briser, et lutter contre la mise en concurrence des peuples était l'objectif explicite de la création de l'*Association Internationale des Travailleurs*<sup>9</sup>. Objectif partagé sans illusion aucune par un K. Marx, un F. Engels ou un J. Jaurès, qu'ont repris la CGT, la SFIO ou encore le Front Populaire dans l'entre-deux-guerres, et par la suite la plupart des syndicats et le Parti Communiste Français jusqu'aux années 1980<sup>10</sup>. Mais ce discours est aujourd'hui inaudible, relégué dans les marges que sont les syndicalistes de terrain ici ou les associations anti-émigration des pays du tiers-monde<sup>11</sup>.

Le retournement semble s'être effectué rapidement dès les années 1970, puis surtout lors de la décennie suivante. La « Gauche » en quête du pouvoir, puis en son sein, a alors évacué toute visée de transformation sociale et politique au profit d'une vision tiers-mondiste où l'étranger occupait la place du prolétariat, qui s'est vite muée en seul souci humanitaire. La diabolisation simultanée du Front National (devenu RN), devenu aiguillon inversé d'une identité « de Gauche » définitivement inconsistante, a permis l'adoption du multiculturalisme comme seul horizon politique souhaitable pour les sociétés occidentales<sup>12</sup>. Transformation rhétorique qui s'est accompagnée d'un abandon électoral, explicité tardivement par *Terra Nova*, des classes populaires au profit des intérêts des classes moyennes et supérieures, des femmes... et des immigrés.

Il est donc parfaitement exact que la défense de l'immigration (et de ses déclinaisons : islamophilie, repentance, racialisme...) soit aujourd'hui la seule raison d'exister d'une « Gauche » qui a abandonné toute perspective d'émancipation. Et il est absolument évident que cette dernière n'est plus que la grimace souriante des intérêts des oligarchies<sup>13</sup>. L'idéologie immigrationniste, pilier de la « *bien-pensance* », est donc aujourd'hui une ligne de partage non seulement politique mais *sociale* : elle permet de distinguer ceux qui s'identifient aux couches dominantes, et *les autres*, de tous les continents<sup>14</sup>. Reste à se questionner, hors idéologies, sur l'immigration elle-même.

## 2 – « *La France a toujours été un pays d'immigration* »

À entendre les inconditionnels de l'immigration, la France (qu'en serait-il des autres pays, européens ou non ?) aurait toujours été un pays d'accueil des populations étrangères, flux continu qui serait même à l'origine de sa *véritable identité* : n'en avoir pas ou les avoir toutes – chauvinisme exacerbé.

L'histoire montre qu'il en a été tout autrement : de la fin des invasions Normandes et Magyares, aux alentours du XI<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup>, l'immigration proprement dite est infinitésimale (le terme n'est employé que depuis 1878). Elle se réduit alors à des échanges capillaires transfrontaliers et mutuels avec les régions environnantes. C'est ce que montrent toutes les études ethnologiques : jusqu'à une date récente, les Français, comme la plupart des populations sédentaires de la planète, vivaient la totalité de leur existence dans un rayon de 40 km autour de leur lieu de naissance<sup>15</sup>. Cette vie locale a généré les langues régionales, patois, accents ou tournures, le développement d'une multitude de cultures vernaculaires (superstitions, folklore, gastronomie, etc.), la constitution de terroirs uniques (techniques agricoles, espèces endémiques, aménagements de l'écosystème) et évidemment des taux de consanguinité parfois encore mesurables génétiquement. Réalités toutes strictement impossibles si le pays avait été soumis à un flux massif et ininterrompu d'immigrants depuis des siècles.

8 G. Noiriel, *op. cit.* p. 297 *sqq.*, 313 & 117 *sqq.*

9 Relevé notamment par J.-C. Michéa dans son entretien à la revue *Ballast*, « On ne peut être politiquement orthodoxe », publié le 4 février 2015.

10 On se souvient du tollé suscité par les interventions d'un G. Marchais... Les choses ont bien changé, cf. par exemple l'article hallucinant de A.-L. Laval et L. Madani publié dans *l'Humanité* du 11 novembre 2014 : « Ouvrir les frontières : les six preuves qu'on a tous à y gagner ».

11 Voir pour les premiers le souci récurrent de la direction de la CGT actuelle, par exemple, face aux discours anti-immigration de la « base » (idem pour la « France Insoumise ») ; et pour les seconds les organisations sénégalaises contre la fuite des jeunes à l'étranger, comme celle de Mme Yaayi Bayam Diouf, dont le fils s'est noyé lors d'une traversée.

12 Sur ce grand retournement, on lira M. Bock-Côté, *Le multiculturalisme comme religion politique* (éditions du Cerf, 2016).

13 Sur l'ambiance qui règne dans les cercles oligarchiques sur la question migratoire, le livre de Malika Sorel-Sutter *Décomposition française. Comment en est-on arrivé là ?* (Fayard, 2015) reste inégalé, Cf. notamment p. 63 *sqq.*

14 Que démontre très bien C. Guilluy dans *Fractures françaises* (Flammarion, 2010).

15 Sur la disparition de tous ces mondes, voir par exemple l'imposant livre de E. Weber *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870 – 1914*, Fayard, 1983 [1976].

Tout change évidemment avec l'essor du capitalisme industriel européen et son exigence de main-d'œuvre urbaine entraînant un exode rural qui draine les travailleurs de zones de plus en plus éloignées puis, à plus grande échelle, des immigrations internationales. Croissantes dès 1800, celles-ci concernent d'abord les Belges et les Italiens, puis les Espagnols. S'y rajouteront les Polonais dans les années 30, puis les Nord-Africains et les Portugais dans l'après-guerre, et aujourd'hui les Asiatiques et les Africains sub-sahéliens. Mais ce flux, contrairement à la vulgate répandue, est loin d'avoir été un conte de fées puisqu'une proportion significative de ces déracinés sont repartis ou ont été renvoyés<sup>16</sup>, les restants étant soumis à l'exclusion et aux pressions populaires pour l'assimilation, dans des conditions de vie souvent difficiles<sup>17</sup>. Quoi qu'il en soit, le flux migratoire vers la France s'est accéléré depuis les années 1970, essentiellement en provenance du Portugal, du Maghreb et de la Turquie, et plus encore depuis les années 2000, d'origine subsaharienne.

La plupart des études convergent pour estimer qu'un bon quart, sinon un tiers, de la population française est aujourd'hui issue de ces flux récents. L'hétérogénéité géographique est bien entendu importante ; certaines zones ont une population majoritairement immigrée (Île-de-France, Paca, Mayotte...) et on ne compte plus les villes où la jeunesse est massivement musulmane (banlieue parisienne, centre-ville marseillais...). Ces proportions tendent à s'accroître et l'immigration africaine ne semble qu'à ses tout débuts, puisque l'explosion démographique poussera des dizaines de millions d'Africains hors de leur continent : un quart de la population européenne pourrait en être originaire en 2050<sup>18</sup>. L'établissement de personnes étrangères en Occident et l'accroissement naturel de leur nombre sur ses territoires semblent donc n'en être qu'à leur début.

Dès lors, prétendre que la France a été, « de tous temps » un pays d'immigration est une manière de banaliser l'accélération des processus en cours, qui n'ont rigoureusement *aucun équivalent* dans l'histoire du pays. C'est aussi prendre pour modèle les USA et Israël, qui sont effectivement nés par ce biais. Il est d'ailleurs étrange que le décalque des situations de ces pays pourtant honnis par le *politiquement correct* français soit une des obsessions de la « Gauche » et des gauchistes.

### 3 – « *L'immigration construit et enrichit économiquement le pays d'accueil* »

C'est un des *mantras* de l'oligarchie médiatico-politique depuis trente ans : l'immigration a toujours été et ne saurait être qu'un enrichissement, à tous égards, pour le pays accueillant. La France lui devrait d'ailleurs sa prospérité et son rayonnement.

Ici encore, l'argument est difficile à défendre historiquement puisque la France est devenue une grande puissance bien avant les premières vagues migratoires du XIX<sup>e</sup> siècle... En réalité, c'est exactement l'inverse : c'est la richesse d'un pays qui, d'abord, attire les immigrants. Il s'agit en fait ici du transfert de l'argument sur l'enrichissement de la métropole par les colonies<sup>19</sup>, à relativiser très fortement par le même raisonnement : l'Europe montait en puissance avant même la découverte des Amériques. Inversement et plus récemment, les mythiques « trente glorieuses », entre 1945 et 1975 en Occident, ont été à la fois une période de croissance importante et ininterrompue et celle, par excellence, des *décolonisations*<sup>20</sup>.

La grande affaire de la « reconstruction » de l'Europe après la seconde guerre mondiale, devenue paradigme, n'a pourtant concerné, et tardivement, que quelques milliers de travailleurs, dont il a fallu presque immédiatement freiner l'arrivée spontanée<sup>21</sup> : les Nord-Africains représentaient 1 % de la population française en 1951<sup>22</sup>... Plus généralement l'argument d'une immigration indispensable pour assurer une croissance économique est fortement

16 Près de la moitié des Italiens et des Polonais auraient été refoulés... cf. D. Lefeuvre, *Pour en finir avec la repentance coloniale* (Flammarion, 2006), p. 200-201.

17 On lira, pour comparaison avec aujourd'hui, la pression sociale que subissaient alors les immigrés de l'entre-deux-guerres dans G. Noiriél, *op. cit.* p. 219.

18 C'est la thèse du livre de Stephen Smith, *La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent* (Grasset, 2018). Voir notre recension sur notre site.

19 Cf. le chapitre « Le tonneau des Danaïdes » dans D. Lefeuvre, *op. cit.* p. 117 *sqq.*

20 Beaucoup de commentateurs de l'époque prévoyaient un effondrement économique des métropoles lors des indépendances cf. C.-R. Ageron dans *Histoire de la France coloniale. III – Le déclin* (Coll. Armand Colin, 1991), p. 478 *sqq.* G. Orwell lui-même nourrissait de telles craintes concernant la Grande-Bretagne en cas d'indépendance de l'Inde, dans *Tels, tels étaient nos plaisirs* (Ivrea / Encyclopédie des Nuisances, 2005). Voir également le cas méconnu de la prospérité des Pays-Bas lors de l'accession à l'indépendance de l'Indonésie dans D. Lefeuvre, *op. cit.* p. 125.

21 Cf. Ageron Charles-Robert. « L'immigration maghrébine en France [Un survol historique] » dans : *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 7, juillet-septembre 1985, *Étrangers, immigrés, Français*, sous la direction de Louis Bodin. p. 59-70.

sujet à caution. D'abord parce que les études officielles rendent compte d'une complexité évidemment insondable, et donc d'un impact économique pour le moins ambigu<sup>23</sup>, sinon largement négatif, de l'immigration, y compris entendue comme « *chair à retraite* »<sup>24</sup>: tout dépend des qualifications des immigrés, de leur classe d'âge, du taux de chômage, de la conjoncture économique d'un côté<sup>25</sup>, et de l'autre des « externalités » jamais intégrées<sup>26</sup> (et comment pourraient-elles l'être ?) : efforts d'alphabétisation, de scolarisation, aides sociales, délinquances, fuite des devises, etc. Ensuite parce que beaucoup de pays ou régions à fort développement ont longtemps refusé l'immigration (Suède ou Japon) et que d'autres, innombrables, en souffrent : c'est le cas de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique du Sud ou, concernant la France, de Mayotte ou de la Seine-Saint-Denis. Enfin parce que le développement économique, s'il est une priorité oligarchique et patronale, n'est pas censé l'être pour les partisans de « l'anticapitalisme », de l'émancipation sociale sinon des équilibres écologiques<sup>27</sup>. C'est ici que l'impact politico-économique bénéfique de l'immigration, pour peu qu'on l'admette *in toto*, devient vraiment discutable.

Car le rôle dévolu à l'immigration par le patronat a été bien plus que de jouer les simples « *briseurs de grève* »<sup>28</sup> ou de disloquer les collectifs de travail ouvriers : elle a permis de passer outre les résistances populaires à l'industrialisation de la France durant le XIX<sup>e</sup> siècle. À l'époque, celles-ci se manifestaient notamment par des réticences à l'introduction systématique des machines agricoles, un refus de l'exode rural, une baisse de la fécondité afin de favoriser la scolarité des enfants, le dédain pour les travaux les plus ingrats et les plus répétitifs<sup>29</sup> et, surtout, des luttes informelles et quotidiennes qui établissaient un rapport de force permanent. Le recours à l'immigration, soit une main-d'œuvre « *adaptable à toutes les conjonctures, à tous les marchés du travail* »<sup>30</sup>, a permis de pallier la désertion des autochtones, de contourner leurs résistances, de les acheter par l'ascension hiérarchique pour, finalement, soumettre tout le pays à la mécanisation des tâches, au travail à la chaîne, à la bureaucratisation de tout, bref, à la société industrielle, *contre la volonté populaire*<sup>31</sup>. À l'heure de la désindustrialisation et de la tertiarisation de nos sociétés, les choses ont-elles tellement changé ? Rares sont les voix qui osent rapprocher la libéralisation forcenée du monde du travail (« l'ubérisation ») et la forte attractivité de ces types d'emploi pour les populations immigrées<sup>32</sup> avides de réussir. Et pourtant, c'est bien quelque chose comme un « *taylorisme biopolitique* »<sup>33</sup> qui se met en place à l'échelle mondiale, considérant les peuples et les individus comme interchangeables, au nom de la *Croissance*.

L'enrichissement d'un pays par l'immigration n'est donc ni vrai historiquement, ni prouvé économiquement, ni systématique, ni, surtout, *souhaitable* lorsqu'il est l'instrument des couches dirigeantes (politiques, militaires et industrielles) pour faire plier leur propre peuple devant leurs projets de domination. On retrouve ici, curieusement, un argumentaire fort proche de celui des menées coloniales<sup>34</sup>.

#### 4 – « *L'immigration est une conséquence des colonisations occidentales* »

En contradiction avec l'idée d'une France-terre-d'immigration-depuis-toujours, le lien entre colonisation passée et immigration est à la fois évident et faux, extrêmement confus et étrangement clair. Il peut surtout être entendu de multiples manières, y compris contradictoires.

22 Et 17 % des effectifs de Renault-Billancourt, premier employeur d'Algériens à l'époque... Cf. D. Lefevre, *op.cit.* p. 154-157 et p. 176 *sqq.*

23 A. Sayad, *op. cit.* p. 118.

24 S. Smith, *op. cit.* p. 179 & 207 *sqq.*

25 Voir M. Tribalat *Les yeux grands fermés. L'immigration en France* (Denoël, 2010), p. 102 *sqq.*

26 S. Smith, *op. cit.* p. 28.

27 Voir sur l'aspect écologique des migrations « La problématique des migrations sur une planète close et saturée » de M. Sourouille, dans « Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie », coll. Dir. M. Sourouille, Éd. Sang de la terre, 2014. Un colloque sur le thème devrait se tenir sur Paris au printemps 2019.

28 G. Noiriel, *op. cit.* p. 330.

29 G. Noiriel, *op. cit.* respectivement p. 316, 311, 302 et 309.

30 G. Noiriel, *op. cit.* p. 313.

31 Par comparaison, la désertion similaire des ouvriers allemands face aux conditions de travail a contribué à provoquer la création de l'État-providence bismarckien en 1883. Cf. G. Noiriel, *op. cit.* p. 304-305.

32 Voir L. Davezies *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Seuil, 2012, p. 39.

33 S. Smith, *op. cit.* p. 28.

34 Voir par exemple *Histoire de la France coloniale, op. cit.* p. 337 *sqq.*

D'abord, la question ne concerne qu'une immigration précise. Ni les Belges, ni les Italiens, ni les Arméniens, les Chiliens ou les Portugais installés en France n'ont de lien avec l'histoire coloniale de ce pays. Néanmoins, il est évident que l'on voit dans des pays occidentaux beaucoup d'immigrés provenant de régions anciennement colonisées : Pakistanais et Nigériens en Angleterre, Maghrébins en France, Congolais en Belgique, Érythréens en Italie, etc. Le mécanisme sociologique est simple : la constitution de communautés étrangères sur le territoire national lors de la période coloniale favorise grandement par la suite la venue d'autres candidats à l'immigration. Mais ce lien est loin d'être la règle : le Vietnam a été le théâtre d'une colonisation française importante et d'une décolonisation violente, sans que son immigration n'ait été autre que ponctuelle. De même, le Japon n'a pas vraiment été une destination pour les Mandchous, la Russie pour les Hongrois et très peu de Berbères peuplent l'Arabie Saoudite ou la Turquie... À l'inverse : la Turquie n'a jamais été colonisée, encore moins par l'Allemagne, qui compte pourtant un nombre croissant de Turcs sur son territoire ; même chose pour la Suède avec les Subsahariens, la Belgique avec les Marocains, ou les Roms un peu partout en Europe. De même pour les États-Unis et l'Amérique Latine, ou encore l'Australie et l'Asie du Sud-Est...

En réalité, ce qui est significatif n'est pas d'étudier le rapport entre colonisation passée et immigration présente, mais plutôt l'épisode intermédiaire : les *indépendances* et leurs suites, systématiquement escamotées. Sans en faire une règle absolue, l'immigration massive, familiale et sans retour provient, sans trop de surprise, des pays n'ayant pas dépassé le stade pré-industriel ou de la rente (hydrocarbonée, géopolitique, diplomatique...) et soumis à des États autoritaires et prédateurs<sup>35</sup>. On évoque fréquemment un « néo-colonialisme » qui serait en stricte continuité avec la période coloniale, afin d'expliquer les flux migratoires. Mais cela ne fait qu'interroger davantage sur les politiques tenues depuis plus d'un demi-siècle par les jeunes nations indépendantes : malgré les menées des pays occidentaux, certains pays sont parvenus à se doter d'un véritable État et à initier un développement économique autonome parfois spectaculaire comme dans le Sud-Est asiatique. D'autres, essentiellement des continents africain et sud-américain, ont laissé au pouvoir les bourgeoisies *compradore*, qui avaient simplement remplacé la couche sociale de colons dont elles émanaient naturellement. Elles se sont ainsi assurées une rente de situation en se positionnant comme intermédiaires entre les grandes puissances et l'exploitation de leurs peuples, générant et monnayant l'exil de la jeunesse, qui sera source de devises faciles, à l'instar des roitelets africains esclavagistes.

L'immigration est donc bien plutôt le symptôme d'un *échec* des décolonisations de certains pays, de l'incapacité pour l'ex-colonisé d'édifier une nation suffisamment viable et habitable pour s'éviter l'humiliation d'un *retour volontaire à la situation coloniale* par l'installation dans l'ex-métropole. Cette immigration-là s'inscrit donc dans une démarche *très particulière* dont il n'est jamais fait état, alors qu'elle est évidemment frappée du sceau du ressentiment<sup>36</sup>. C'est qu'elle est l'objet d'un *déni généralisé*, tant du côté des familles immigrantes incapables d'expliquer et de faire partager à leurs descendants la raison de leur présence en terres étrangères<sup>37</sup>, que des autochtones qui préfèrent ne pas trop comprendre pourquoi leurs ex-ennemis indépendantistes fuient leur pays libéré pour venir habiter chez l'ex-colonisateur<sup>38</sup>... Cette ambivalence peut être naturellement levée par l'assimilation, elle l'a été et l'est encore, quoique de moins en moins. Mais elle peut également l'être, et elle l'est de plus en plus, par la revendication identitaire et communautariste, soit un *esprit de revanche (post ?) coloniale*.

L'immigration n'est donc pas l'enfant naturel des pénétrations coloniales : elle est plutôt un rouage capital dans l'entretien de la dépendance de certains pays vis-à-vis de leur ancienne métropole. Il est étonnant que ceux qui se posent comme héritiers des opposants historiques à la colonisation soient ceux qui, aujourd'hui, contribuent à entretenir, *via* l'immigration, ce lien asservissant.

## 5 – « *L'immigré a été forcé d'immigrer* »

Si la chose n'est que très rarement explicitée, elle sous-tend absolument toutes les prises de positions pro-immigration : l'immigré aurait été « obligé » d'émigrer de son pays d'une part, d'immigrer dans cet autre précisément d'autre part, mobilisant parfois le champ lexical de la *déportation*, voire de la traite négrière<sup>39</sup>.

35 Le cas paradigmatique des pays musulmans a été excellemment décrit par H. Redissi, *L'exception islamique*, Seuil, 2004.

36 Voir A. Meddeb, *La maladie de l'islam* (Seuil, 2002), p. 19.

37 Voir le chapitre « Des jeunes qui se demandent pourquoi ils sont nés en France » du livre de Yves Lacoste, *La question post-coloniale : une analyse géopolitique*, Fayard 2010, p. 84-93.

38 D'où les sentiments ambivalents lors de l'accès à la nationalité française pour les Algériens, sentiments absents des générations immigrées antérieures. Cf Sayad, *op. cit.* p. 352 & 365.

39 S. Smith, *op. cit.* p. 24 & 146.

L'argument est une extension déraisonnablement abusive du cas des réfugiés, et l'on a vu très concrètement sa mise en œuvre à des échelles encore inédites lors de la « crise migratoire » depuis 2015, jusqu'à galvauder le terme déjà ambigu de « réfugié économique »<sup>40</sup>. On notera d'ailleurs que parmi les nombreux persécutés ayant trouvé asile, bien rares sont ceux qui aujourd'hui militent sur place, comme une partie de la communauté iranienne le fait en France ou aux USA, pour transformer leur pays d'origine. En réalité, y compris dans les cas marginaux de recrutements sur place<sup>41</sup> des années 50 et 70, la masse écrasante des immigrés de par le monde et particulièrement en France vivent leur expatriation volontaire comme une tentative d'ascension hiérarchique<sup>42</sup> moyennant une mobilité géographique. Très majoritairement issus de la classe moyenne, ils cherchent l'accès à l'Occident, incarné successivement par toutes les étapes de leur parcours migratoire, de la ville la plus proche jusqu'au continent européen ou américain, sous sa triple figure de l'État de droit, de la mobilité sociale et de la société de consommation.

Cette dernière, particulièrement, comprise comme abondance disponible de tout (marchandises, lieux, relations, cultures, corps – féminins essentiellement) semble jouer un rôle d'attracteur absolu, quasi-mythologique et exprimé en des termes souvent abruptement religieux (« On a une phrase qui dit : "*Mourir sans voir la France c'est comme mourir sans voir le paradis.*" »<sup>43</sup>). Les dizaines de milliers de morts en Méditerranée depuis des décennies ou les assauts de plus en plus fréquents et violents des barrières de Ceuta suivent cette logique de l'*Eldorado*. Venant pour « réussir », dans un pays perçu d'abord comme source et réserve de richesses, l'expatrié se retrouve vite « émigré-banquier » auprès de ses compatriotes restés au pays<sup>44</sup>. Cette dynamique d'enrichissement transcontinental est bien entendu ralentie par les obstacles légaux, sociaux, coutumiers, culturels, anthropologiques que rencontre l'émigré arrivé à destination<sup>45</sup> : ce phénomène explique bien mieux l'exacerbation du ressentiment et l'exaspération qui se traduit aujourd'hui par des attitudes antisociales, des comportements revendicatifs ou le communautarisme agressif et revancharde lorsque l'ascension sociale ne se fait pas assez vite ou quand surgissent des contreparties imprévues ou perçues comme illégitimes – immédiatement qualifiées de « racistes ». L'inflation délirante des accusations de discriminations est inversement proportionnelle à leurs manifestations réelles<sup>46</sup>, et semble plutôt d'abord corrélée au ralentissement *pour tous* du fameux « ascenseur social » depuis trente ans, subjectivement décuplé pour ceux qui viennent chercher un dédommagement post-colonial sous la forme de l'« American Way of Life »..

Certes, l'immigré est pris dans une complicité trilatérale<sup>47</sup>, comme intermédiaire entre les deux pays concernés dont les intérêts bien compris le dépassent de beaucoup, et ce depuis longtemps. Mais le poser comme jouet inerte de forces supérieures revient à lui dénier sa capacité d'agir, donc à reconduire une certaine idéologie coloniale. C'est dénier l'humanité à tous ceux qui restent volontairement sur leurs terres ancestrales et se refusent à être les marionnettes de dynamiques géopolitiques délirantes. Des indépendances jusqu'aux récents soulèvements arabes, ce sont bien les populations sédentaires qui ont voulu prendre leur destin en main, pas les immigrés, et certainement pas ceux, incroyablement nombreux, qui ont profité des troubles pour se soustraire par l'expatriation à une souveraineté populaire en constitution, le cas tunisien de 2011 étant exemplaire.

Dire que l'immigré « n'a pas eu le choix » est à la fois insultant, faux et politiquement intenable. Mais ce mythe persistant permet aux premiers concernés de fuir la responsabilité de leurs actes, qui se transmet de manière catastrophique à la génération suivante, et à leurs soutiens misérabilistes de « gauche » de croire être du côté des « damnés de la terre » alors qu'ils encouragent des processus auto-entretenus de déracinement et d'ascension hiérarchique à l'échelle intercontinentale dont ils sont, au bout du compte, bénéficiaires.

## 6 – « L'immigré (et sa descendance) est une victime dans le pays d'accueil »

Le sentiment que l'immigré est, essentiellement, victime de sa condition fait maintenant partie de l'imaginaire de base de tout Occidental. Cette figure de pseudo-bouc-émissaire permanent, attirant à lui les affres du chômage, de la relégation, des préjugés ou du « racisme », s'est profondément ancrée au point de devenir quasi mythologique

40 Nombre de « réfugiés économiques » avaient au pays des situations bien plus enviables que les couches françaises les plus paupérisées. La conséquence en est, évidemment, la disparition à terme du statut de réfugiés.

41 Cf. *supra*.

42 G. Noiriel, *op. cit.* p. 309.

43 Ibrahima, 37 ans, ivoirien, clandestin ayant séjourné de force en Libye, émission *Les Pieds sur Terre, Arriver en France*, 21 février 2018, France Culture.

44 A. Sayad, *op. cit.* p. 166 *sqq.*

45 G. Noiriel, *op. cit.* p. 219.

46 Pour une comparaison avec ce qu'ont subi les Italiens et les Polonais, cf. par exemple D. Lefevre, *op. cit.* p. 202 *sqq.*

47 A. Sayad, *op. cit.* p. 116 *sqq.*



Que la situation d'étranger soit grandement inconfortable est une évidence anthropologique sans doute aussi ancienne que l'humanité. Vouloir supprimer cet état de fait revient à chercher à faire disparaître toute diversité culturelle par panmixie ou à dénier la légitimité pour chacune d'elle à se réclamer d'un quelconque lieu – et c'est, semble-t-il, la visée de la gauche multiculturelle comme du libéralisme réellement existant qui visent à fluidifier les rouages d'une humanité réduite à une série d'assemblages mouvants de pièces interchangeables.

Ce statut d'étranger qu'endosse l'immigrant récent ne se dissout qu'à travers les processus d'*assimilation*. Historiquement, ceux-ci procèdent autant des exigences des populations autochtones que de la résignation du nouvel arrivant à se plier aux mœurs locales afin d'intégrer pleinement sa patrie d'adoption. Car l'assimilation des générations d'immigrés depuis deux siècles s'est faite dans la douleur ; il faut reconnaître « *la place qu'il convient d'accorder aux phénomènes de violence et de stigmatisation pour expliquer les processus d' "assimilation" »*<sup>48</sup>, et l'on ne voit pas comment cela aurait pu se faire autrement. Personne ne se défait spontanément ni légèrement de sa culture d'origine, inscrite au plus profond de son psychisme, pour se fondre dans une autre<sup>49</sup> et, symétriquement, personne ne vit gaiement l'arrivée et l'installation sur son territoire d'individus ou de groupes aux mœurs, aux conceptions et aux visées si dérangeantes au quotidien<sup>50</sup>. Mais en renonçant récemment, plus ou moins formellement, à la notion d'*assimilation* au profit de celle d'*intégration*, puis d'*insertion* et aujourd'hui de *communautarisme*<sup>51</sup>, les sociétés occidentales condamnent l'immigré à rester à jamais un *étranger* tout en sommant, avec une surprenante efficacité, les autochtones de s'en accommoder en se montrant toujours plus *inclusifs*<sup>52</sup>...

Il est donc étonnant de voir et d'entendre que les dénonciations des « discriminations » ou du « racisme » acquièrent de plus en plus d'importance à mesure que les pressions populaires pour l'assimilation, et les crimes racistes, disparaissent peu à peu pour laisser place à un relativisme culturel typiquement libéral. Et il est de plus en plus difficile de voir, dans les comportements des immigrants récents, la moindre tentative de minimiser ce qui les distingue, des prénoms, francisés jadis dès les primo-arrivants, à l'apparence physique et vestimentaire, de l'usage de la langue ou aux attitudes quotidiennes<sup>53</sup>. L'heure est plutôt à l'auto-affirmation de son « identité » originelle plus ou moins fantasmée. Les phénomènes de relégations urbaines, dont on fait grand cas aujourd'hui, ont toujours existé à la confluence de facteurs objectifs (proximité d'emploi, prix de l'immobilier, politique nataliste<sup>54</sup>) et subjectifs (auto-exclusion, regroupement familial, « *white flight* »)<sup>55</sup>. C'est bien plutôt au phénomène inverse qu'on assiste aujourd'hui puisque les immigrants font partie des portions de la société les plus protégées (lois sur la liberté d'expression<sup>56</sup>, mansuétude judiciaire, aides sociales et accompagnements, etc.) voire les plus avantagées (double nationalité<sup>57</sup>, surreprésentation médiatique<sup>58</sup>, discriminations positives, « accommodements raisonnables » de la loi de 1905, clientélisme<sup>59</sup>, etc.). Et, à l'intérieur de la classe sociale inférieure, ils sont globalement très largement privilégiés par les « politiques de la ville » en comparaison des territoires ruraux<sup>60</sup> et globalement bien moins touchés par la crise<sup>61</sup>. Leur mobilité les rapproche même de l'idéal oligarchique d'un nomadisme généralisé en quête d'infinies « opportunités », et en fait des gagnants de la mondialisation, dont ils sont des acteurs *essentiels*<sup>62</sup>.

En comparaison avec les vagues d'immigration historiques, les conditions d'accueil et les possibilités d'ascension sociale n'ont jamais été meilleures qu'aujourd'hui, à tous points de vue<sup>63</sup>. Mais il semble que plus les étrangers sont libres de le rester et de s'affirmer *ad vitam æternam*, plus ils reprochent aux autochtones de les considérer

48 G. Noiriel, *op. cit.* p. 259, voir aussi p. 235.

49 G. Noiriel, *op. cit.* p. 166 sqq. Voir aussi M. Sorel-Sutter, *op. cit.*, p. 219 sqq.

50 Voir par exemple la chronique très vivante et d'actualité de Daniel Mothé dans le passage « Les ouvriers français et les Nord-Africains » de son livre *Journal d'un ouvrier*, Éd. de Minuit, 1959.

51 Voir M. Tribalat, *Assimilation. La fin du modèle français* (Toucan, 2013).

52 ... ravis face aux innombrables mesures de « discriminations positives » qui ruinent toute idée d'égalité donc d'unité populaire, de solidarité nationale et de destin commun. Cf. M. Sorel-Sutter, *op.cit.* p. 95 sqq.

53 G. Noiriel, *op. cit.* p. 169 sqq. & 355.

54 Voir Y. Lacoste qui décrit parfaitement dans *La question post-coloniale... op.cit.* comment l'engouement pour les commodités de l'habitat de banlieue dans les années 70 avait poussé les bailleurs à y favoriser l'implantation des familles nombreuses, culturellement plus fréquentes chez les immigrants.

55 G. Noiriel, *op. cit.* p. 170 sqq.

56 Cf. P. Nemo *La régression intellectuelle de la France* (Texquis, 2011).

57 Voir « bi-nationalité : illustration du discours contemporain », site *Lieux Communs*, février 2016.

58 Voir rapport du CSA, *op. cit.*

59 Voir C. Pina *Silence coupable*, éditions Kero, 2016

60 G. Noiriel, *op. cit.* p. 311 mais surtout C. Guilluy, *op. cit.*

61 Voir L. Davezies, *op. cit.*

62 Cf. C. Guilluy, *op. cit.* ainsi que J.-C. Michéa, *op. cit.* p. 27, scolie « ...l'abolition des frontières et le déracinement généralisé... » et p. 142 scolie « ...une humanité prise dans un mouvement brownien perpétuel... ».

comme tels (« racisme d'État », etc). Les discours comminatoires et les mesures liberticides à propos du « racisme » et des « discriminations » sont donc à comprendre aujourd'hui dans le cadre d'une offensive communautariste et de calculs opportunistes. Tout cela abouti à une *xénophobie inversée* puisqu'il s'agit de détruire l'universalité du pays d'accueil. La figure de l'immigré en victime est aujourd'hui devenue *idéologie victimaire* au détriment de l'intérêt collectif.

### 7 – « *L'immigration est source d'un enrichissement culturel mutuel* »

C'est l'argument irénique de l'échange entre cultures forcément enrichissant de part et d'autre, le fantasme du *melting pot* bariolé et festif où chacun gagne, en contact avec l'altérité, par la remise en cause de soi.

En réalité, il s'agit ici encore de la généralisation abusive d'une situation bien précise : l'institutionnalisation dans et par l'Occident d'une ouverture culturelle sans précédent, incarnée par l'invention de l'ethnologie en germe dès le XV<sup>e</sup> siècle, conjointement à la formation historique des nations regroupant des peuples jusqu'alors différents. Cet universalisme a irrigué absolument tous les arts, décuplant l'extraordinaire explosion de créativité à l'œuvre depuis la Renaissance, renvoyant chaque culture à ses fondements et sa profondeur historique (en un mot : l'égyptologie est une discipline occidentale). L'immigration a effectivement participé à ces fécondations réciproques<sup>64</sup>, du moins jusqu'à l'épuisement des cultures européennes provoqué par les deux guerres mondiales<sup>65</sup> et la déliquescence progressive des cultures civilisationnelles non-européennes mais diversement *semi-occidentalisées*<sup>66</sup>.

Depuis, on assiste bien plutôt à la disparition vertigineuse des richesses culturelles des peuples, et la mobilité générale à laquelle appartient le phénomène migratoire en constitue indiscutablement aujourd'hui autant un symptôme qu'un des principaux moteur. Ce qui en émerge ressemblerait plutôt à une *world culture* indigente et superficielle mais facilement métabolisable par n'importe qui, provoquant en retour questionnements et angoisses identitaires tous azimuts, sur tous les continents. Il s'ensuit que l'échange « culturel » entre migrants et autochtones ne concerne, de plus en plus, que *le pire* des deux parties : consumérisme, technoscientisme et insignifiance d'un côté, pratiques et discours traditionnels réactionnels et réactionnaires de l'autre. Le cas de l'aire arabo-musulmane est paradigmatique à tous points de vue : les immigrés qui en proviennent se sont, au fil de la réislamisation de leurs pays, globalement persuadés que leur culture propre se résume à son aspect strictement religieux. Ils passent par pertes et profit la pluralité qui les constitue – influences maghrébines, berbères ou kabyles ; juives, chrétiennes ou animistes ; côtières ou sahéliennes... – et toutes les autres dimensions de leur civilisation – gastronomie, agronomie, poésie, socialité, humour, hédonisme... – que les peuples européens accueillait jusque-là avec bienveillance<sup>67</sup>.

À ce phénomène de vide culturel mutuel<sup>68</sup> basculant dans la mise en avant du pire de chacun se rajoute, de manière complémentaire, la clôture sociale à travers le communautarisme. Celui-ci se traduit par la pérennisation des sous-cultures immigrées, autrefois temporaires, qui bricolent un néo-traditionalisme totalement régressif nourrissant une spirale d'auto-exclusion auto-entretenu, qui génère endogamie réelle comme symbolique et système idéologique de défiance étanche et paranoïaque contre la culture autochtone<sup>69</sup>. La fin de l'assimilation signifie exactement l'émergence d'un multiculturalisme qui ne peut qu'être multi-ethnisme, multilinguisme, multi-croyances, et donc multi-conflictualité. On retrouve là le mode de coexistence propre aux grands empires historiques, dont l'État surplombant règne sur une multitude cloisonnée et en concurrence contre elle-même pour l'attribution des places de prestige<sup>70</sup>.

L'enrichissement culturel n'est en rien intrinsèque au fait migratoire. Ce dernier contribue bien plutôt aujourd'hui à l'installation d'une « culture » d'une bourgeoisie mondialisée faite de narcissisme et d'arrivisme, organiquement complémentaire du morcellement planétaire en identités caricaturales et renfermées sur elles-mêmes. On

63 Au niveau purement matériel, le retour des bidonvilles en France est très précisément un *retour* après près de cinquante ans d'absence, et corrélé à un afflux migratoire débuté en 2015 et qui connaît peu de précédent (épisode des *boat-people*, arrivée des Harkis et rapatriés d'Algérie, ...).

64 Voir les passages exaltés de G. Noiriel, *op. cit.* p. 318 sqq.

65 Voir G. Steiner *Dans le château de Barbe-Bleue. Notes pour une redéfinition de la culture* [1971] (Gallimard 2004), chap. 3 « Après-culture ».

66 L'expression est de H. Redissi, *op. cit.*

67 Voir le texte « Nous, immigrés arabes, face à nos choix politiques », dans *Malaises dans l'identité*, Lieux Communs, avril 2012.

68 Pointé par un G. Debord en 1985 dans « *Notes sur la "question des immigrés"* »

69 Voir H. Lagrange *Le déni des cultures* (Seuil 2010).

70 Voir *L'horizon impérial*, brochure Lieux Communs, mars 2018.

peut se satisfaire, comme au temps des colonies, d'une « diversité » folklorique de moins en moins contenue dans les « quartiers d'immigration », mais chacun sait pertinemment le voisinage qu'il lui faut, l'établissement scolaire où mettre ses enfants, les lieux à éviter aux heures tardives et, partout, les attitudes à adopter, indépendamment de tout discours sur l'immigration, éternelle « *chance pour la France* ».

## 8 – « *L'immigration est un facteur d'émancipation* »

Même si la chose n'est jamais entendue en ces termes, elle sous-tend tous les raisonnements, reproduisant fidèlement le schéma marxiste d'un prolétariat organiquement révolutionnaire, porteur d'une culture visant la fraternité universelle, c'est-à-dire situé du côté du « Bien ».

Ce postulat tout théorique, sinon métaphysique, résiste aussi mal à son énonciation qu'à la réalité des faits : la sociologie de l'immigration, pourtant si complaisante, décrit un imaginaire de l'immigré structuré autour des deux noyaux que sont les valeurs de la culture d'origine et celles de la réussite sociale et économique.

Il n'est pas besoin de développer ces dernières : s'il s'agissait, pour beaucoup d'émigrants au cours du XX<sup>e</sup> siècle, sinon d'une fuite vitale, au moins de la quête d'une vie décente ou d'un arrachement à une culture perçue comme arriérée, c'est plutôt, depuis quatre décennies, l'ascension sociale qui est visée par le processus migratoire, la première légitimant *a posteriori* le second puisque l'échec ne peut que raviver les stigmates de l'exil. Cette logique opportuniste de « *revanche sociale* »<sup>71</sup> faisant de l'immigré un *parvenu international* n'est plus contrebalancée par une culture populaire locale, qui initiait à la vie sociale, et contribue plutôt à laminer celle-ci, ruinant les traditions ouvrières du refus des hiérarchies et de l'arrivisme qui s'inscrivaient dans une perspective de justice et d'égalité sociale. Quant à la culture d'origine de l'immigré, aujourd'hui sacralisée, il est difficile de percevoir en quoi elle constituerait un gage quant à de quelconques prédispositions à l'émancipation. Mis à part l'internationalisme ouvrier qui a pu bénéficier des flux internationaux de main-d'œuvre, mais *pour s'y opposer*<sup>72</sup>, l'immigration n'a, pour le moins, pas redonné souffle aux luttes pour l'émancipation<sup>73</sup>. Elle représente même un facteur central de « *démobilisation* » politique, du fait de son utilisation par le patronat mais aussi parce qu'elle importe des mœurs, des mentalités, des réflexes qui avaient été mis à distance par l'Occident au fil des siècles. Le cas du catholicisme polonais ou irlandais remplissant à nouveau les églises est connu<sup>74</sup>, mais le flux d'immigrés en provenance de pays non-occidentaux le poursuit, l'excède et l'approfondit. Et pour cause : l'émigré emporte avec lui toute sa culture politique d'origine, dont une part indéterminée participe à la cause même de son exil. Il s'agit évidemment des pratiques religieuses (islam, néo-protestantisme, animisme...), de l'autoritarisme politique (militarisme, régionalisme, tribalisme, gérontocratie) ou familial (patriarcat), mais aussi du sexisme (mariages précoces, relégation, bannissement, etc) et des pratiques mutilantes qui y sont attachées (circoncision, excision, infibulation), de l'homophobie, de l'antisémitisme, de la xénophobie, du racisme idéologique, du népotisme, du clientélisme, de la corruption ou de la « *culture de la clandestinité* » prédisposant aux engagements maffieux<sup>75</sup>, etc. À l'inverse, des éléments pré-modernes, comme la socialité traditionnelle, ont sans aucun doute bénéficié aux sociétés d'accueil industrialisées et progressivement atomisées. Mais il est très difficile de ne pas voir que, depuis trente ans, cette socialité s'est surtout manifestée sous la forme de la connivence ethnico-religieuse puis, ouvertement, du communautarisme, de l'entrisme, du clientélisme, fragmentant plus encore les collectivités, sécrétant de surcroît une *insécurité culturelle*. Très globalement, le déclin des luttes sociales qui avaient remué le cœur de l'Europe pendant quatre ou cinq siècles n'a, en rien, été contredit par l'immigration, et il n'y a, au fond, pas à s'en étonner<sup>76</sup>.

Mais ces deux noyaux de valeurs – culture d'origine et réussite sociale – interagissent évidemment, et d'abord en permettant aujourd'hui, finalement, de « *jouer sur tous les tableaux* »<sup>77</sup>. Car ces deux composantes de la culture immigrée peuvent se compenser, l'une supplantant l'autre qui se trouve entravée, mais aussi, fait nouveau qui se

71 G. Noiriel, *op. cit.* p. 167.

72 G. Noiriel, *op. cit.* p. 302.

73 G. Noiriel, *op. cit.* p. 329 *sqq.*

74 G. Noiriel, *op. cit.* p. 324.

75 S. Smith, *op. cit.* p. 168, 189. Voir l'exportation des mafias italiennes aux États-Unis, corses en France, et maintenant nigérianes, géorgiennes, latinos, etc.

76 Les pages de G. Noiriel consacrées à l'apport de l'immigration aux luttes sociales sont particulièrement pauvres et il est difficile de s'enthousiasmer avec lui pour les engagements multiples dans des luttes corporatistes et pour le totalitarisme communiste ou le clientélisme socialiste... G. Noiriel, *op. cit.* p. 330 *sqq.*

77 S. Smith, *op. cit.* p. 166 et voir aussi « Nous, immigrés arabes... » *op. cit.*

généralise, se *renforcer mutuellement* ; la réussite sociale est alors d'autant plus revendiquée et agressive qu'elle permet une affirmation traditionaliste. Cependant, leur incompatibilité, à la racine même du mouvement d'émigration et qui se révèle peu à peu, ne peut qu'induire un trouble supplémentaire, voire des pathologies qui se rajoutent à celles du seul exil : conduites d'échec, comportements à risque, délinquance et criminalité<sup>78</sup>, radicalisation, complotisme, dépression, paranoïa, schizophrénie, psychose...<sup>79</sup> Pire : le contrôle étatique des populations a, depuis deux siècles, instrumentalisé l'immigration. Face aux mécontentements populaires de voir des immigrés introduire une concurrence inéquitable sur le marché du travail, l'État a instauré une carte d'identité, rapidement étendue à toute la population française dès la fin du XIX<sup>e</sup><sup>80</sup>. La constitution de fait, accompagnée ou provoquée, d'un corps étranger au sein d'une population permet au pouvoir d'instaurer un « *ennemi de l'intérieur* » et de légitimer, avec l'accord des populations prises en étau, des régressions jusque-là impensables : les conséquences délétères du triptyque immigration/délinquance/islamisme sont évidentes à tous, mais elles sont en cohérence avec la politique suivie depuis deux siècles. À terme, et aussi pacifiques qu'en puissent être les étapes, l'installation d'une société authentiquement multiculturelle ne peut que sonner le glas de toute tentative de véritable État-providence ou de protection sociale universelle, sinon, évidemment de toute démocratie digne de ce nom<sup>81</sup>.

Que l'immigration soit un facteur d'émancipation n'est possible que dans certaines conditions précises, aujourd'hui disparues, qui concernaient autant l'intensité de la vie sociale et politique de la société d'accueil que des dispositions assimilatrices de l'immigré lui-même. Dans la situation actuelle, l'immigration se présente bien plus comme un facteur de chaos et de régression individuelle et collective, accompagnant le phénomène de tiers-mondisation d'un Occident qui renie ses propres valeurs. Le cas du féminisme est emblématique : alors que l'arrivée de femmes maghrébines aurait pu stopper les dérives post-modernes des luttes pour l'égalité des sexes, la fusion des pires a engendré un improbable « *féminisme islamique* »...

### 9 – « *L'immigration est bénéfique pour le pays de départ* »

Si les discours sont permanents pour vanter l'intérêt de l'immigration envers le pays accueillant, ceux portant sur les régions de départ, cyniquement, sont bien moins enthousiastes. Les conséquences évidentes de l'exode rural franco-français sur les campagnes sont établies et dénoncées depuis bien longtemps : celles du départ des jeunes actifs des pays pauvres semblent toujours impensées par toutes les belles âmes si concernées par la misère du monde et avides de raisons d'agir.

Et pour cause : si les immigrants ne retournent pas au pays d'origine pour y faire valoir les compétences acquises ou y apporter les investissements nécessaires afin d'amorcer un « *développement* » économique auto-entretenu, alors s'enclenche un cercle vicieux qui l'enferme dans *une dépendance envers* l'émigration. Cette mécanique est connue : l'émigré de passage au pays justifie son exil par une opulence ostentatoire plus ou moins factice, inoculant une mentalité égoïste, vénale et affairiste<sup>82</sup> qui suscite évidemment des candidats au déracinement<sup>83</sup>, et provoque une déstructuration profonde des collectivités<sup>84</sup>. Tandis que les couches moyennes désertent peu à peu le village, la ville, puis la capitale pour rejoindre le continent européen<sup>85</sup>, l'argent qu'elles renvoient « au pays » sert essentiellement à y entretenir la gérontocratie, le népotisme, le clanisme, la corruption et les inégalités, c'est-à-dire tous les obstacles au « *développement* » que, précisément, fuient les émigrés et qui désespèrent ceux qui restent<sup>86</sup>. C'est ainsi que l'Afrique et le Maghreb s'enferment dans une spirale qui fausse tous les rouages de la vie sociale, politique, économique ou culturelle, par l'entretien d'États rentiers, sous-productifs, à fortes inégalités et aux multiples conflits endémiques, incapables de s'approprier véritablement les « *secrets de fabrication* » d'un Occident à jamais dominant<sup>87</sup>. Voilà sans doute le pire de ces « *rétro-transferts* » essentiellement négatifs.

Les discours occidentaux trans-partisans qui cherchent à « *développer* » ces pays – essentiellement africains – en espérant ainsi réduire le flux migratoire se trompent deux fois. Une première fois en voulant se substituer au pouvoir autochtone, reproduisant la posture coloniale, alors qu'il s'agit d'un problème *endogène* à un pays, une

78 G. Noiriel, *op. cit.* p. 167.

79 A. Sayad, *op. cit.* p. 201, 259 sqq.

80 G. Noiriel, *op. cit.* p. 77 sqq. & 350.

81 S. Smith, *op. cit.* p. 227 sqq. Voir aussi *L'horizon impérial*, *op. cit.*

82 A. Sayad, *op. cit.* p. 68 sqq. & p. 148 sqq.

83 A. Sayad, *op. cit.* p. 25 sqq.

84 G. Noiriel, *op. cit.* p. 148.

85 S. Smith, *op. cit.* p. 124.

86 A. Sayad, *op. cit.* p. 22, 72, 157 et p. 75.

87 S. Smith, *op. cit.* respectivement p. 117 sqq., p. 73 sqq., p. 140, p. 129 et p. 115.

culture ou une civilisation. Une seconde fois parce que l'émigration ne s'amorce qu'au-delà d'un certain seuil de prospérité, et pas avant, puisqu'il faut un semblant de classe moyenne pour que s'enclenche l'exode. Les « aides au développement », formelles, en provenance d'institutions, ou informelles, issues de l'envoi de devises par les émigrés et qui ne cessent de croître, ne servent, paradoxalement et en définitive, qu'à financer les départs, puisque ce qui manque n'est pas tant les investissements initiaux que les structures économiques qui permettraient un « décollage » de ces pays, elles-mêmes renvoyant à des mentalités, des cultures, des anthropologies particulières, profondément ébranlées mais dans l'incapacité de s'auto-transformer<sup>88</sup>.

Il n'est donc pas étonnant que les pays concernés encouragent l'émigration, et depuis longtemps<sup>89</sup> : toutes les échelles de pouvoir sont maintenues et consolidées par le départ d'une jeunesse nombreuse et revendicative, les chômeurs et les contestataires étant encouragés à tenter leur chance ailleurs, et une rente migratoire s'installe. L'échec des décolonisations a ainsi inversé les rapports de force et les circuits d'exploitation : c'est l'aboutissement de l'ex-Françafrique<sup>90</sup>, des *rackets géopolitiques* des pays qui peuvent jouer le rôle de « verrous » migratoires<sup>91</sup>, mais aussi les visées impériales voire franchement coloniales de nombre de pays musulmans qui pensent trouver là une issue historique à une humiliation qu'ils ne font que reconduire.

La mécanique de l'immigration régulière, une fois enclenchée, est un cercle vicieux qui entretient le naufrage des pays et des régions les moins développés. En faisant miroiter à moindre coût le mirage aux alouettes occidentales, les émigrés empêchent de surcroît leur pays d'origine de chercher une solution originale à un « développement » qui dévaste les cultures et les écosystèmes. Prétendre que l'immigration, dans ce contexte, est une solution ou une échappatoire au sous-développement est d'un cynisme sans nom<sup>92</sup>.

### 10 – « L'immigration n'a pas été, n'est pas et ne sera jamais source de problèmes »

Finalement, pour la « Gauche », l'immigration n'est pas un thème politique parce qu'elle ne saurait être, en soi, source de problème : tout ce qui pourrait s'y rapporter est automatiquement versé sur le compte des problèmes sociaux, de l'éducation nationale, de la rigidité ou du conservatisme des peuples, des discriminations, etc.

Pourtant l'immigration telle qu'on la conçoit aujourd'hui est un processus *historique*, né avec le capitalisme industriel. C'est-à-dire qu'il a une histoire, évolutive, changeante, qui est autre chose que la reconduction éternelle de schémas apparemment établis, et dans laquelle on peut au moins distinguer trois phases. La première, approximativement de 1800 à 1975, montre une immigration de travail, ponctuelle, limitée et assimilationniste, exigeante pour l'immigré comme pour l'autochtone. Depuis 1975, c'est une immigration familiale, continue, croissante, qui ne cherche plus que l'intégration économique, et qu'il est demandé à la population locale de seulement *tolérer*. Depuis, peut-être, les années 2000, l'immigration est devenue de peuplement, massive, communautaire et identitaire, se présentant comme « solution » à des problèmes extérieurs, comme l'effondrement géopolitique des zones musulmanes ou l'explosion démographique africaine, qui n'en est qu'à ses débuts. L'imposition *de fait* d'une société « multiculturelle » somme l'autochtone de *s'adapter* voire de *s'y intégrer* à son tour, pris dans ce déracinement généralisé, cet exil permanent qui serait devenu une nouvelle condition humaine<sup>93</sup>. Pouvons-nous encore parler « d'immigration » aujourd'hui ou avons-nous affaire à un autre phénomène, qui resterait à nommer ? Car tous les mouvements de populations à travers l'histoire ne sont pas de « l'immigration » tel que l'Europe l'a connue au XIXe et XXe siècle, très loin de là. Et les processus bien moins réjouissants qui lui sont contigus n'en sont séparés que par des différences de *degrés*, qui peuvent progressivement en changer la *nature*.

Il faut ainsi rappeler à ceux qui luttent contre le « spectre de l'invasion », qu'une part impressionnante des colonisations ont été initiées par des phénomènes « d'immigration » pacifique et non par le débarquement de troupes armées. C'est le cas emblématique, souvent si contradictoirement employé par les pro-immigration, de la conquête de l'Amérique du Nord par les Européens, où l'on passe en deux ou trois siècles de l'installation de quelques réfugiés protestants débarqués du *Mayflower* à la marginalisation des populations amérindiennes autochtones – processus similaire en Amérique Latine ou en Australie. « L'immigration » a été le point de départ de bien des menées co-

88 Cf. H. Redissi, *op. cit.* pour les pays musulmans & S. Smith, *op. cit.* respectivement p. 213, 143, 148.

89 G. Noiriel, *op. cit.* p. 113.

90 S. Smith, *op. cit.* p. 185. C'est également la thèse finale du documentaire de Patrick Benquet, *Françafrique*, 2010.

91 S. Smith, *op. cit.* p. 188 *sqq.*

92 C'est au fond l'argument de François Héran, croyant réfuter les thèses de Stephen Smith en prouvant que l'Afrique subsaharienne surpeuplée et paupérisée ne va pas émigrer *parce qu'elle ne va pas se développer...*

93 Voir « Les réfugiés de l'intérieur », Lieux Communs, octobre 2017.

loniales, d'Israël à l'Afrique du Sud ou même d'une bonne partie du continent Africain par l'installation d'euro-péens pêcheurs, commerçants, missionnaires, aventuriers, administrateurs<sup>94</sup>... Et ce schéma n'est évidemment en rien une invention occidentale : il serait même le principal vecteur de changement de peuple, de langues et de religion dans l'histoire plurimillénaire de l'humanité. C'est, par exemple, l'islamisation de l'Asie du Sud-Est, l'homogénéisation culturelle de la Chine<sup>95</sup>, l'histoire de toute l'antiquité du Moyen-Orient, la généralisation préhistorique de la culture bantoue en Afrique<sup>96</sup>, la diffusion de la civilisation Indo-Européenne et plus loin, sans doute, de la prédominance du mode de production agricole sédentaire et même de la mondialisation du règne exclusif d'*Homo sapiens*... Le paradigme philologique « classique » étant bien entendu la « chute » de l'Empire Romain, où les assauts « barbares » n'ont constitué que l'aboutissement de siècles d'infiltration pacifique des peuples du *limes*, pour certains chassés par d'autres, d'installation bienveillante d'individus, de familles, de clans, puis de formation d'enclaves mitant le territoire parallèlement à l'intégration très poussée des allochtones, puis d'alliances successives les uns contre les autres, pour finir par un effondrement pur et simple d'une civilisation entière aujourd'hui de plus en plus présentée officiellement comme une simple « transition »<sup>97</sup>.

Plus près de nous, l'établissement de Chinois dans la Sibérie orientale appartient à une stratégie pensée d'annexion future de la région par les autorités chinoises. Un même mécanisme avait été mis en place dans les années 1930 (précédé il est vrai d'un génocide) par le gouvernement bolchevique dans l'est de l'Ukraine, à l'origine des tentatives actuelles de partition du pays. Plus immédiatement, chacun constate avec effroi les pressions diplomatiques de plus en plus agressives de la Turquie d'Erdogan sur l'Allemagne par le truchement de ses émigrés, ou du monde musulman dans son ensemble sur la France et l'Europe. En Afrique (Afrique du Sud, Nigeria ou Côte-d'Ivoire<sup>98</sup>), au Moyen-Orient (Israël, Liban ou Jordanie), en Europe (Suède ou Belgique), l'arrivée de migrants est hautement déstabilisante et génératrice de désordres, de tensions, d'affrontements, de ségrégation, de sécession, voire de prodromes de guerres « civiles ». L'immigration, même récente et en Occident, est loin d'avoir toujours été ce processus heureux et huilé auquel rêve la « gauche » – elle prend aujourd'hui des formes inquiétantes.

On pourra juger toutes ces comparaisons hors de propos ou outrancières. Mais personne ne dira qu'il s'agit encore « d'immigration » lorsqu'un Marwan Muhammad déclare : « *Qui a le droit de dire que la France dans trente ou quarante ans ne sera pas un pays musulman ? Qui a le droit ? Personne dans ce pays n'a le droit de nous enlever ça. Personne n'a le droit de nous nier cet espoir-là.* »<sup>99</sup>. Personne non plus ne trouvera de précédent dans les vagues d'immigration récentes à une Houria Bouteldja déclarant qu'« *aujourd'hui, il y a encore des gens comme nous qui vous parlons encore. Mais demain, il n'est pas dit que la génération qui suit acceptera la présence des Blancs* »<sup>100</sup>. Et ni Marie Curie (origine polonaise), ni Émile Zola (origine italienne), ni Picasso (origine espagnole), ni Charles Aznavour (origine arménienne) ou Isabelle Adjani (origine algérienne) ne se sont jamais réjouis, comme le fait Rokhaya Diallo, que « *La France change de visage, elle change de religion majoritaire, ce n'est pas grave, c'est arrivé de manière successive pendant plusieurs décennies (...)* C'est une évolution qui est normale, qui est liée à la démographie »<sup>101</sup> et encore moins affirmés, comme l'écrivent plus succinctement Mehdi Meklat, Badrounine Saïd Abdallah et Mouloud Achour : « *Nous sommes le Grand Remplacement* »<sup>102</sup>.

Prétendre que tous les mouvements de populations sont assimilables à l'immigration intra-européenne telle qu'elle s'est déroulée dans les deux derniers siècles est une *imposture idéologique*. Les processus actuels sont complexes et certains absolument inédits, et l'on ne saurait les rabattre sur le déjà-vu qu'à condition de s'aveugler sur leurs répercussions réelles, tangibles et mesurables. C'est ce à quoi refusent obstinément de se résoudre les tenants de la bien-pensance, sûrs qu'ils sauront tirer leur épingle du jeu *quoi qu'il advienne* – dussent-ils pour cela *émigrer* à leur tour, en toute cohérence cette fois.

\*\*\*

94 Voir *Histoire de la France coloniale. I – La conquête* (Coll. Armand Colin, 1991)

95 J. Diamond, « Comment la Chine est devenue chinoise », *De l'inégalité parmi les sociétés*, Gallimard 2000 [1997], p. 484 sqq.

96 « Comment l'Afrique est devenue noire », Id. p. 568 sqq.

97 Voir M. De Jaeghere *Les derniers jours. La fin de l'empire romain d'Occident*, Les Belles Lettres, 2015.

98 S. Smith, *op. cit.* p. 163.

99 Déclaration à la Mosquée d'Orly en août 2013.

100 Février 2006, dans la revue Christelle Hamel et Christine Delphy, « On vous a tant aimé·e·s ! », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 25, n° 1, , p. 122-135

101 4 décembre 2014 dans l'émission « *Des paroles et des actes* » (!)

102 Revue *Téléramadan*, juin 2016.

## Éléments d'idéologie immigrationniste

Tous ces lieux communs portant sur l'immigration sont au mieux simplistes, souvent ineptes, *mythologiques* de part en part. Ils n'existent que comme points saillants d'une idéologie protéiforme qui découle des positions tiers-mondistes de la « Gauche » anticoloniale des années 1960-70<sup>103</sup>.

Cette idéologie immigrationniste mériterait un examen approfondi. On peut ici, brièvement, en brassant transversalement les arguments développés ci-dessus, la décrire comme située à l'intersection de trois ensembles idéologiques.

D'abord celui du libéralisme économique, qui inclut la volonté d'établir un marché mondial du travail, mettant tous les travailleurs en concurrence ; la conception des êtres humains mus par l'appât du gain et n'existant que comme pièces interchangeable d'une machine économique planétaire ; le culte de la croissance, brisant autant les résistances populaires et ouvrières que les cultures collectives fruits d'une longue créativité historique ; l'affirmation paradoxale de l'équivalence de toutes les cultures et de l'accession au niveau de vie occidental actuel comme seul horizon ; la conviction que rien ne saurait arrêter la marche du « progrès » ; etc.

Ensuite, le sous-ensemble idéologique relevant de la matrice coloniale. Ce point est à la fois étonnant et très cohérent, mais se présente comme la seule manière d'expliquer, chez le défenseur inconditionnel de l'immigration, sa volonté d'entretenir le lien colonial d'asservissement mutuel entre les ex-colonies et la métropole (comme l'Algérie, par exemple) ; son insistance à privatiser les bénéfices du processus colonial comme migratoire et d'en socialiser les pertes<sup>104</sup> ; son fantasme de revitaliser les vieilles sociétés européennes en ayant recours aux « forces vives » « indigènes » ; son mythe du « bon sauvage » irresponsable qu'il faudrait sauver des despotes et roitelets locaux tout en le cantonnant dans son authentique « culture » d'origine<sup>105</sup> ; sa culpabilité narcissique<sup>106</sup> face à tous ces phénomènes dont l'Occident seul peut être la cause ; sa certitude, au fond, de la supériorité occidentale que ces grands enfants d'indigènes ne sauraient égaler ; etc.

Enfin, le noyau imaginaire néo-chrétien, cette « *politique de la pitié* »<sup>107</sup>, qui a bien plus à voir avec la question du *salut de l'âme* de son porteur qu'avec celle de l'organisation sociale et politique. La « Gauche » en est réduite à ces « bons sentiments », au seul souci humanitaire immédiat et doloriste quelles qu'en soient les conséquences à moyen terme, à cette fausse charité qui vise hypocritement une fraternité mondiale en dépeignant ses pauvres souffreteux comme des « damnés de la terre » si proches des figures de Che Guevarra ou du Christ... Impossible de sous-estimer ce vieux fond religieux omniprésent dans les discours pro-immigration aimanté par une « aide » obsessionnelle qui oublie que tant d'enfers ont été pavés de si bonnes intentions...

Bref. La *politique* de « gauche » concernant l'immigration n'existe pas, à proprement parler : elle ne fait que fournir un succédané de bribes de discours qui garantissent une bonne conscience, la certitude d'appartenir au « camp du Bien » donc, de surcroît, aux classes supérieures, bien au-dessus d'une plèbe supposée éternellement raciste, fermée au monde et avide de populismes forcément criminels.

\*\*\*

103 Sur l'évolution de la doctrine de la « gauche » révolutionnaire, voir « Les racines de l'islamo-gauchisme » dans *Islamismes, islamophobie, islamo-gauchisme, seconde partie*, brochure *Lieux Communs*, août 2016.

104 Bilan des colonisations françaises universellement reconnu, cf. M. Ferro, *Histoire des colonisations. Des conquêtes aux indépendances. XIIIe – XXe siècle*, Seuil 1994, p. 389.

105 Ainsi les gesticulations infinies des islamo-gauchistes pour que les musulmans ne s'émancipent pas de la « prison d'Allah » dans laquelle ils sont nés – selon la belle expression de Waleed Al-Husseini – et la haine qu'ils vouent à tous les athées qui s'en sont évadés non pas sans eux, mais bel et bien *contre eux*. Voir « *Nous, immigrés arabes, face à nos choix politiques* », *op.cit.*

106 Sur cette notion, voir D. Sibony, *Islam, phobie, culpabilité* (Odile Jacob, 2013).

107 S. Smith, *op. cit.* p. 171.

## Quelques pistes

Terminons par quelques pistes qui, se dégageant de ce qui précède, visent à refonder la question de l'immigration – question en passe de devenir un problème, et même le principal problème<sup>108</sup>, qu'aura à affronter l'Occident dans les prochaines décennies.

**1 – Il faut, du côté des immigrants, une potentialité d'assimilation.** Rares sont ceux qui s'arrachent à leur terroir avec la volonté de devenir français, anglais ou américains. Cependant, durant 150 ans, l'assimilation s'est déroulée à la fois économiquement, politiquement, culturellement, intimement. Ce qui se développe aujourd'hui en Europe relève de bien d'autres dynamiques : le ressentiment anti-occidental actuel, le communautarisme actif, le refus d'intégrer les bases culturelles du pays d'accueil, voire la volonté de revanche post-coloniale ou le projet de conquête font basculer ce que l'on appelle encore « immigration » dans un autre ordre de phénomènes.

**2 – Il faut une immigration limitée dans le temps et limitée en masse.** Un flux continu agit comme un « rapel identitaire » à ceux qui sont déjà installés, lesquels passent de la fonction de « cellule d'accueil » à celle d'« officiers des affaires indigènes »<sup>109</sup>, barrant ainsi la voie de toute assimilation effective. De la même manière, une immigration massive ne peut que déstructurer profondément la société d'accueil, quel que soit même le degré d'assimilation. Certains avancent aujourd'hui un seuil de 15 %<sup>110</sup>.

**3 – Les différences culturelles entre société de départ et société d'arrivée doivent être faibles.** L'assimilation, globalement réussie, des immigrations antérieures aux années 1950 en France est partiellement due au fait qu'il s'agissait de cultures proches, de souches européennes et souvent catholiques. Il est évident que l'arrivée de Maghrébins présente une configuration fort différente, et sans doute plus encore pour les populations africaines. Le dire n'est certainement pas décréter que toute assimilation leur est interdite – des assimilations ont eu lieu et continuent, localement, de se produire, spectaculairement chez les populations asiatiques – mais elles exigent un effort d'autant plus important et un renoncement d'autant plus douloureux, donc d'autant plus long et intime, à la matrice culturelle d'origine<sup>111</sup>.

**4 – Du côté du pays d'accueil, l'assimilation est d'autant mieux réussie qu'il existe une culture locale forte.** La chose est millénaire<sup>112</sup>, évidente et intuitive : le vide occidental actuel oblige les nouveaux arrivants à puiser dans le passé pour trouver un ensemble culturel à intégrer. Cela va de pair avec la richesse et la densité de la vie sociale, et on peut supputer que la force d'intégration de la France pendant un siècle et demi a résidé dans la vie ouvrière, sa vie collective et son projet politique et social exigeant permettant d'absorber tant de populations différentes. La comparaison avec la désertification actuelle des campagnes et la destruction des grandes villes européennes se passe de commentaire.

**5 – Enfin, du côté des pays d'émigration, il faut une absence de renforcement culturel** ou économique des liens avec leurs émigrés. Certes, les pays d'émigration ont toujours tiré, à des degrés divers, leur épingle du jeu, mais les processus en cours aujourd'hui donnent une place centrale à leurs calculs de politique intérieure, leur fonctionnement économique et démographique, ou leurs ambitions géopolitiques, changeant la nature d'une immigration qui devient, à son corps défendant, l'avant-garde d'affrontements qui la dépassent largement.

**Lieux Communs**  
**Juillet 2015 – octobre 2018**

108 Comme l'annonçait C. Castoriadis dans « Guerre, religion et politique » (1991), repris dans *Une Société à la dérive, Entre-tiens et débats, 1974-1997*, Seuil, col. Points essais, Paris, 2005.

109 S. Smith, *op. cit.* p. 145 & 218.

110 M. Tribalat, *Les yeux grands fermés...*, *op. cit.*

111 Voir les remarques de N. Elias dans *La société des individus* [1987] (Fayard, 1991), p. 277 sqq.

112 Notée par J. Assmann dans *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques* [2002] (Aubier, 2010), p. 136.